



Union Syndicale Départementale CGT de la Santé et de l'Action Sociale d'Indre et Loire

St Avertin, le 7 Avril 2020

COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'UNION DEPARTEMENTALE CGT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE D'INDRE ET LOIRE

L'Union Syndicale Départementale CGT de la Santé et de l'Action Sociale d'Indre et Loire ainsi que l'ensemble des syndicats CGT des établissements de santé, des EHPAD et des établissements médico sociaux, vous font part de leurs plus vives inquiétudes concernant les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie du COVID-19, en particulier sur les personnes âgées et demandent au gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent. Cette pandémie a révélé au grand jour la crise de notre système de Santé publique que nous dénonçons avec d'autres depuis des mois et des mois.

Au nom d'économies budgétaires, de la réduction des déficits publics, on a fermé des milliers de lits dans les hôpitaux. La responsabilité de l'État est engagée dans la crise sanitaire que nous vivons.

Depuis plusieurs jours, le gouvernement annonce que le matériel de protection des malades et du personnel va arriver. Pourtant les informations qui nous remontent jour après jour prouvent qu'il n'en est rien. Les infirmières et infirmiers, les aides-soignants, les médecins, les personnels auprès des résidents des maisons de retraite lancent chaque jour des cris d'alarme et supplient qu'on leur fournisse le minimum vital **en gants et masques, en lunettes de protection, en blouses d'isolement, en gel hydroalcoolique...**

« Cette situation est une catastrophe »,

Dans les EHPAD, dans les établissements de soins, médico-sociaux et dans les sociétés de services à la personne qui organisent le maintien à domicile des personnes dépendantes, les familles, les personnels s'inquiètent et la peur les saisit. Tous sont conscients que si l'épidémie se développe, ce sera une véritable catastrophe ;

Le manque de personnel dans les EHPAD et établissement de santé, déjà dénoncé par notre organisation avant la crise, parce qu'il pouvait conduire à la « maltraitance institutionnelle » est aujourd'hui une réalité aggravée et difficilement soutenable.

Dans un EHPAD du département la directrice refuse de donner des masques aux agents malgré les annonces du ministre de la Santé que chaque agent porte un masque dans toutes les EHPAD de France !!!

Nos anciens sont souvent les plus démunis face à l'épidémie et doivent s'en remettre le plus souvent à la générosité et au dévouement de leurs proches, de leurs voisins, du personnel médical déjà débordé.

La générosité et le dévouement sont des valeurs nobles, mais elles ne sauraient se substituer au rôle de l'État qui doit garantir la continuité et la qualité du service public de santé en priorité.

Notre revendication est évidente :

Qu'il est de la responsabilité du gouvernement que tous les établissements de soin, médico-sociaux, les EHPAD et les sociétés de services à la personne soient dotées immédiatement des protections indispensables : gel hydroalcoolique, gants, masques, blouses... et que des tests sur les soignants en nombre suffisant puissent être réalisés partout dans les établissements de santé, les EHPAD, les établissements médico sociaux et les sociétés de services à la personne. **Cela est d'une urgence absolue.**

Nous revendiquons aussi le maintien des salaires et des rémunérations pour toutes les absences liées à la crise.